



Compte rendu
CHSCT du 21 juin 2022

Évreux, le 21 juin 2022

Représentants du personnel présents :

<u>Solidaires Finances : 3 sièges de titulaires</u> - Aurélie HERKOUS - Jean-Christian ETIENNE - Céline BERRY - Benoît COURTAUT	<u>FO : 1 siège de titulaire</u> - Fabien DUBOS <u>CGT : 1 siège de titulaire</u> - Arnaud TALARD
--	--

Le comité d'hygiène et sécurité et conditions de travail (CHSCT) de l'Eure s'est réuni le 21 juin en présentiel. Après lecture des déclarations liminaires, la Présidente du CHSCT nous a indiqué que les réponses concernant l'ordre du jour seront données lors du déroulement de la séance.

La Présidente du CHSCT a présenté aux représentant·es du personnel, la nouvelle assistante sociale pour la DDFIP de l'Eure, qui intervient en remplacement de l'assistante sociale titulaire.

Le secrétaire du CHSCT étant absent, Aurélie HERKOUS a été désignée secrétaire pour cette séance.

Nous sommes ensuite passés à l'ordre du jour.

1) Approbation du PV du CHSCT du 2 mars 2022 :

Le procès-verbal du 2 mars 2022 n'ayant pas pu être visé par le secrétaire du CHSCT, son approbation est reportée au prochain CHSCT.

2) Présentation de la note d'orientations ministérielles 2022 :

L'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail nous a présenté la note d'orientations ministérielles 2022. Il a rappelé la forte mobilisation des acteurs de prévention pendant la crise sanitaire. Les principaux axes de cette note d'orientations sont la prévention des risques liés aux nouveaux modes de travail (en particulier le télétravail), l'anticipation et la prévention des risques liés aux projets de réorganisation, la prévention des risques de désinsertion professionnelle et l'accompagnement au retour à l'emploi, la prévention et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles mais aussi la vigilance dans le contexte sanitaire.

Concernant la prévention des risques liés aux projets de réorganisation, la note rappelle la mise en place du Dispositif ministériel de Veille et de Soutien (DVS) initialement prévu dans le cadre du NRP et élargi à l'ensemble des réorganisations, qui regroupe tous les acteurs et actrices de prévention (Inspecteur Santé et Sécurité au Travail, Médecin du Travail, Assistante de Service Social).

Solidaires Finances a demandé, bien que le NRP ait été entièrement déployé, que le DVS soit mis en place pour assurer le suivi des impacts du NRP.

L'assistante de Service Social a rappelé, dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, qu'une convention a été signée par le ministère avec la Fédération France Victimes. Cette convention permet à toute victime de violences sexistes et sexuelles, dans le cadre privé ou

professionnel, de bénéficier d'un accompagnement sur demande auprès de l'assistante de Service Social.

3) Points obligatoires (Fiches de signalement, accidents de service, maladies professionnelles, suivi des avis et propositions du CHSCT) :

L'assistant de Prévention (AP) nous a présenté les fiches de signalement reçues par la Direction depuis la fin d'année 2021. **Solidaires Finances** a souligné une nouvelle fois le nombre conséquent de fiches émanant de la Trésorerie Amendes. Ce signalement avait déjà été fait lors du CHSCT du 7 octobre 2021 et **Solidaires Finances** avait demandé à la Direction de se rapprocher des agent-es de ce service pour mettre en place, s'ils ou elles le souhaitent, un accompagnement psychologique ou une orientation vers l'action sociale ou le Médecin du Travail. La Direction nous a indiqué s'être rapprochée des agent-es qui lui ont répondu vouloir suivre la formation « Publics difficiles », proposée par le CHSCT.

A noter, que la Présidente a indiqué « admirer les personnes qui font preuve de patience au téléphone » lors d'entretiens tendus. **Solidaires Finances** a alerté sur le « ras le bol » général des usager-es et les attaques de plus en plus fréquentes envers les collègues sur la politique générale.

Concernant les maladies professionnelles, on peut constater que le canal carpien est le « grand mal » au sein de la DGFIP. L'AP nous a indiqué que des équipements spécifiques sont attribués aux agent-es dès l'apparition des premiers symptômes ou lorsqu'ils ou elles en font la demande. Il a été souligné que la DDFIP27 reconnaît quasi-systématiquement le syndrome du canal carpien comme maladie professionnelle, ce qui n'est pas le cas dans toutes les directions.

Lors de l'examen du registre Santé et Sécurité au Travail (SST), il nous a été indiqué que la porte de secours à la Trésorerie Amendes avait été installée en février 2022. Ce dispositif, demandé depuis des années par les collègues, permet de répondre au sentiment d'insécurité. Concernant le site de Louviers, les pavés autobloquants situés à l'extérieur seront refaits en régie. Sur le sujet de la dangerosité de l'accès au parking, la Direction va étudier la possibilité d'inscrire l'accessibilité au parking à la programmation immobilière 2023.

4) Budget 2022 :

Une partie du budget du CHSCT a déjà été affectée lors de la dernière séance. **Solidaires Finances** a validé le financement des équipements bureautiques sur prescription médicale et la mise en conformité électrique au SGC d'Evreux. Une réserve d'environ 4 800 € a été actée pour les éventuelles urgences de fin d'année.

5) Rapport d'activité du médecin de prévention :

Le Médecin du Travail (MT) nous a présenté le rapport d'activité médicale pour l'année 2021. Sa quotité de travail pour le département de l'Eure est de 60 %. Deux jours sont consacrés aux visites médicales et une journée à l'environnement du travail (visites de service, aménagements de postes...). Son activité a été fortement impactée cette année encore par la crise sanitaire liée au Covid 19. Le MT, en lien avec l'AP, a assuré le suivi des situations de cas contacts et de Covid. **Solidaires Finances** les a remercié de leur grande disponibilité.

En plus des visites périodiques, le MT est aussi fortement sollicité pour des visites à la demande de la Direction (signalement auprès des RH d'un agent-e en situation fragile), visites spontanées à la demande des agent-es... **Solidaires Finances** a souligné que le MT était très sollicité et que sa quotité de travail devait être augmentée pour qu'il puisse réaliser l'ensemble de ses missions.

Le MT est intervenu avec l'AP dans des services concernés par des fermetures dans le cadre du NRP ou dans lesquels une situation de conflit avait été signalé. Ces interventions ont donné lieu à des alertes auprès de la Direction. **Solidaires Finances** a demandé que les représentant-es du personnel en CHSCT soient également destinataires des alertes formulées pour qu'un suivi et des actions soient mis en place.

Le MT nous a précisé que le département de l'Eure était rattaché à la région Bretagne-Normandie avec un

médecin coordinateur basé à Rennes depuis le 1^{er} janvier 2022.

Il nous a également indiqué une recrudescence de cas contacts et positifs en 2022 (75 cas positifs et 125 cas contacts).

6) Suivi individuel de santé au travail :

Les documents afférents à ce point n'ayant pas été transmis, il est reporté au prochain CHSCT.

7) Amiante : travaux de désamiantage de Pont-Audemer et traçabilité amiante :

Des travaux de désamiantage sont programmés au rez-de-chaussée du site de Pont-Audemer dans le cadre de la création au 1^{er} septembre 2022 du SIE démétropolisé. Ces travaux sont financés et pilotés par la DG. Suite à de multiples demandes des représentant·es de **Solidaires Finances**, une visite préalable avant travaux a pu être réalisée en amont de ce chantier. Cette réunion a permis aux représentant·es de **Solidaires Finances** de mettre en exergue les incohérences des plans initiaux notamment sur la réalisation des travaux dans un premier temps sur l'ancien plateau du SIE puis dans un second temps sur le plateau de l'ancien SPF. Les observations de **Solidaires Finances** ont été prises en compte et les deux plateaux seront désamiantés concomitamment. Si les travaux devaient prendre du retard, les agent·es seront positionné·es sur l'ancien plateau du SIP à l'étage.

Les travaux de la phase 3 (SGC) seront réalisés en fin d'année, une nouvelle visite préalable avant travaux aura lieu en amont.

Solidaires Finances a demandé si des cloisons seront posées entre les différentes marguerites du SIE démétropolisé pour limiter les nuisances sonores car ce plateau regroupera 22 personnes. La Direction nous a indiqué que des dalles minérales avec correction acoustique seront installées au plafond. **Solidaires Finances** a répondu que ce n'était pas suffisant au regard de ce qui a déjà été fait lors des précédents aménagements de plateaux (SPFE, SDIF...). La Présidente du CHSCT nous a indiqué que la demande serait formulée lors de la prochaine réunion de chantier pour voir si elle peut être prise en compte dans le cahier des charges.

Lors de l'étude des plans d'implantation des différents services, **Solidaires Finances** a remarqué que les accès à l'étage seraient cloisonnés. **Solidaires Finances** a interrogé la Direction sur le devenir des locaux situés à l'étage (location/mise à disposition d'une autre administration?). Il nous a été répondu que rien n'était prévu à l'heure actuelle.

Le 2 mai dernier, un groupe de travail sur la traçabilité amiante a eu lieu. **Solidaires Finances** demandait, depuis de nombreuses années, la tenue de ce groupe de travail et la rédaction de fiches d'exposition à l'amiante pour tous les personnels concernés. Une méthodologie fiable et précise du traçage sera établie. Le prochain groupe de travail aura lieu en septembre.

8) Plan d'action SDIF de Louviers :

Suite à l'intervention d'une psychologue du travail au SDIF de Louviers, un plan d'actions a été établi suite aux préconisations et actions du rapport de la psychologue du travail.

Il est ressorti de ce plan que la mécanique d'échanges par « secteurs » était importante. Le NRP a engendré la création de services de taille conséquente entraînant de nouvelles organisations du travail et la spécialisation des agent·es (mono-tâche). **Solidaires Finances** a indiqué que la polyvalence permet de connaître la totalité de la chaîne des missions et leurs incidences. **Solidaires Finances** a rappelé que la polyvalence permet l'attractivité d'un métier.

Des nouveautés métiers sont à venir et auront des impacts sur l'organisation, elles seront abordées avec les agent·es en réunion.

Malgré une création du service depuis bientôt 2 ans, des besoins de formations se font encore ressentir. **Solidaires Finances** a rappelé que la crise sanitaire a empêché la tenue des formations et a demandé le

recensement de tous les agent·es ayant changé d'affectation depuis 2 ans afin de leur proposer les formations nécessaires à l'exercice de leur nouveau métier.

9) Questions diverses :

Solidaires Finances a demandé quelles mesures seront adoptées dans le cadre du plan canicule 2022 et son articulation avec le protocole Covid toujours en place. La note départementale, reprenant les consignes du Secrétariat Général, a été publiée sur Ulysse 27.

Solidaires Finances a demandé où en était le déploiement des capteurs de CO2 reçus par la Direction. Ils n'ont pas encore été installés car ils nécessitent d'être « étalonnés ». La Direction ne s'est pas encore prononcée définitivement sur les services où ils seraient déployés mais cela concernera les services les plus denses.

Solidaires Finances a également interrogé la Direction sur l'élaboration du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) dont les groupes de travail du CHSCT devaient se tenir en juin. L'AP nous a indiqué que les chef·fes de services avaient jusqu'au 30 mai pour recenser les risques. 15 chef·fes de services n'ont pas terminé le processus à ce jour. Une relance a été faite par la Direction. Les groupes de travail se tiendront en septembre.

Les représentant·es **Solidaires Finances** au CHSCT de l'Eure.